

Date d'entrée en vigueur : 8 octobre 2024

Cette Note d'information, qui prend effet le 8 octobre 2024, modifie la version antérieure qui avait pris effet le 1 janvier 2021.

Vous pouvez consulter les changements apportés par cette Note d'information en cliquant [ici](#).

**NOTE D'INFORMATION RELATIVE AUX TRAITEMENTS DE DONNEES
PERSONNELLES DES CANDIDATS PAR NOS BUREAUX SITUES AU SEIN DE L'UE,
DU ROYAUME-UNI (R-U), ET DE LA SUISSE**

(Avis sur le traitement des données pour le recrutement)

Cette note d'information contient les informations suivantes :

1. [Identification du responsable de traitement](#) ;
2. [Coordonnées de notre délégué à la protection des données \(« DPO »\)](#) ;
3. [Sources des données personnelles](#) ;
4. [Catégories de données personnelles traitées, finalités et bases juridiques pour le traitement des données personnelles par le Cabinet](#) ;
5. [Durée de conservation des données personnelles](#) ;
6. [Comment nous partageons vos données au sein du Cabinet et avec les tiers](#) ;
7. [Transferts internationaux de données personnelles](#) ;
8. [Droits des personnes concernées quant à leurs données personnelles](#) ; et
9. [Definitions](#)

INTRODUCTION

La présente note d'information décrit la façon dont Squire Patton Boggs (ci-après le « Cabinet », « nous ») traite et assure la protection des données à caractère personnel de tous potentiels associés, collaborateurs indépendants, stagiaires et employés (ci-après collectivement les « Candidats ») présentant sa candidature auprès de l'un de nos bureaux ou l'une de nos entités situées dans l'Union européenne (« UE »), au Royaume-Uni (« R-U »), ou en Suisse (ci-après « nos Bureaux de l'UE, du R-U et de la Suisse ») en vertu de la Règlementation Applicable sur la Protection des Données Personnelles.

[Plus d'information \[1\]](#)

1 IDENTIFICATION DU RESPONSABLE DE TRAITEMENT

[Plus d'information \[2\]](#)

Le responsable de traitement de vos données personnelles est le Bureau de l'UE, du R-U ou de la Suisse de Squire Patton Boggs à laquelle vous avez postulée.

La conformité avec Règlementation Applicable sur la Protection des Données Personnelles est gérée et supervisée de façon centralisée pour l'ensemble de nos Bureaux de l'UE, du R-U et de la Suisse, pour les besoins de la conformité à la Règlementation Applicable sur la Protection des Données Personnelles est Squire Patton Boggs (UK) LLP, 60 London Wall, London EC2M 5TQ, Angleterre.

2 COORDONNEES DU DELEGUE A LA PROTECTION DES DONNEES (« DPO »)

[Plus d'information \[3\]](#)

Par courrier: Data Protection Officer
Squire Patton Boggs
60 London Wall
London EC2M 5TQ
Angleterre

Par email: DataProtectionOfficer@squirepb.com

3 SOURCES DES DONNEES PERSONNELLES

[Plus d'information \[4\]](#)

En règle générale, nous obtenons les données personnelles concernant les Candidats à partir de trois sources, détaillées ci-dessous.

Categories de Données Personnelles	Source
Vos coordonnées, des informations concernant votre expérience, vos compétences et votre formation et toute autre information qui serait pertinente dans le cadre du processus de recrutement au regard du poste ou de la fonction auquel vous candidatez	Recueil directement auprès de vous (par voie électronique, par écrit, ou verbalement) OU Recueil auprès des agences de recrutement auxquelles nous recourrons
Evaluations établies par vos interlocuteurs au cours des entretiens	Etablies par ceux qui vous ont interviewé

Catégories de Données Personnelles	Source
Des entretiens vidéo enregistrés, des questions et réponses écrites et des tests de compétences que nous administrons et évaluons	Recueil directement auprès de vous par des plateformes numériques hébergées par des tiers
Lorsque cela est permis ou autorisé par les lois applicables, les résultats des vérifications de vos antécédents universitaires et professionnels et autres vérifications préalables à l'emploi	Reçues de prestataires de services tiers qui collectent vos données personnelles directement auprès de vous, par exemple, des prestataires de services d'identité numérique pour vérifier votre identité et prestataires permettant de vérifier que vous pouvez travailler dans le pays en question (Right to Work au R-U) Lorsque vous fournissez des données personnelles directement à des tiers, vous devez vous assurer de consulter également leur avis de confidentialité et de protection des données.
Références professionnelles	Reçues de référents que vous nous autorisez à contacter.
Autres informations personnelles et professionnelles	Obtenues à partir des zones publiques de réseaux sociaux et sites internet professionnels, tel LinkedIn, Xing ou d'annuaires professionnels

4 CATEGORIES DE DONNEES PERSONNELLES ET BASES JURIDIQUES POUR LES TRAITEMENTS

Le Cabinet traite vos données personnelles dans le cadre de son processus de recrutement aux fins d'attirer de nouveaux talents, notamment des Associés, collaborateurs, stagiaires ou membres du personnel.

La base juridique sur laquelle nous appuyons pour ce faire variera en fonction du type d'activité de traitement concerné.

[Plus d'information \[5\]](#)

Le Cabinet décline toute responsabilité pour toute donnée personnelle que vous fournissez qui seraient en dehors des catégories de données personnelles demandées ou permises par la loi. Par exemple, lorsque le poste concerné ne requiert pas de collecter des Catégories Particulières de données personnelles ou

données dites « sensibles » (tel que ce terme est défini à la [section 9](#) « Définitions ») ou que de telles données ne sont pas pertinentes, nous ne procédons pas à leur traitement et les supprimons de notre système. En France nous ne demandons et collectons pas de telles données.

Sous réserve de ce qui est indiqué ci-dessous, si le traitement de vos données personnelles par le Cabinet répond à une exigence légale ou contractuelle, nous vous préciseront au moment du recueil d'informations, quelles informations sont obligatoires et les éventuelles conséquences de la non-fourniture de ces informations.. Dans le cas où le consentement serait la base juridique du traitement de vos données personnelles, nous recueillerons votre consentement au moment de la collecte.

Les catégories de données personnelles vous concernant que le Cabinet traite aux fins de recrutement incluent notamment:

Vérifications initiales concernant les Candidats			
(L'ensemble de nos Bureaux de l'UE, du R-U et de la Suisse)			
Catégories de données personnelles	Nous pouvons utiliser vos données pour	Notre base juridique en vertu du RGPD	Précision sur notre intérêts légitimes le cas échéant
Données d'identification (i.e. nom, numéro de téléphone, adresse e-mail).	Vous contacter concernant votre candidature.	Art. 6(1)(f): L'intérêt légitime.	Nous permettre d'évaluer de manière appropriée les candidatures reçues et sélectionner les Candidats dont le profil correspond au poste concerné au sein du Cabinet.
CV (ou votre profil sur un réseau social ou site internet professionnel), informations concernant vos qualifications et expériences, votre parcours professionnel (notamment vos fonctions, rémunération actuelle ou souhaitée et toute information pertinente relative à votre temps de travail), vos centres d'intérêts, des informations concernant votre cursus académique, notamment vos diplômes, titres	Examiner vos qualifications, compétences et expériences au regard du poste envisagé.	Art. 6(1)(f): L'intérêt légitime.	Nous permettre d'évaluer de manière appropriée votre candidature et sélectionner les Candidats dont le profil correspond au poste concerné au sein du Cabinet.

Vérifications initiales concernant les Candidats			
(L'ensemble de nos Bureaux de l'UE, du R-U et de la Suisse)			
Catégories de données personnelles	Nous pouvons utiliser vos données pour	Notre base juridique en vertu du RGPD	Précision sur notre intérêts légitimes le cas échéant
professionnels et certificats, vos compétences linguistiques.			

Autres informations que nous pouvons vous demander lors du processus de recrutement et de sélection			
(L'ensemble de nos Bureaux de l'UE, du R-U et de la Suisse)			
Catégories de données personnelles	Nous pouvons utiliser vos données pour	Notre base juridique en vertu du RGPD	Nos intérêts légitimes le cas échéant
Informations sur vos connaissances/compétences et sur vos précédentes expériences et sur vos choix de carrière professionnelle (généralement évaluées lors d'un entretien physique ou par téléphone).	Apprécier votre capacité à occuper le poste concerné.	Art. 6(1)(f) : L'intérêt légitime.	Nous permettre de sélectionner les candidats dont le profil correspond au poste concerné au sein du Cabinet.
Enregistrement vidéo de vos réponses aux questions posées lors de l'entretien réalisé à l'aide de notre plateforme d'évaluation numérique.	Apprécier votre capacité à occuper le poste concerné.	Art. 6(1)(a) : Le consentement	/
Adresse personnelle (actuelle et, dans certains cas, adresse passée) et vérifications des antécédents (en France seulement pour les Associés).	Examiner vos antécédents (données partagées avec les bureaux américains et anglais).	Art. 6(1)(f) : L'intérêt légitime.	Évaluer la capacité des profils seniors à occuper le poste concerné.
Concernant les profils d'avocats seniors : information sur la clientèle et les prospects, les dossiers et les dossiers potentiels,	Évaluer le courant d'affaires/rentabilité et apprécier si les potentiels clients	Art. 6(1)(f): L'intérêt légitime.	Évaluer la capacité des profils seniors à occuper le poste concerné.

<p align="center">Autres informations que nous pouvons vous demander lors du processus de recrutement et de sélection</p> <p align="center">(L'ensemble de nos Bureaux de l'UE, du R-U et de la Suisse)</p>			
Catégories de données personnelles	Nous pouvons utiliser vos données pour	Notre base juridique en vertu du RGPD	Nos intérêts légitimes le cas échéant
notamment les informations relatives à toute représentation d'une partie concurrente du Cabinet ou des cabinets précédents.	pourrait entraîner un conflit d'intérêts.		
Concernant les profils d'avocats seniors : informations sur d'éventuelles fonctions dans le cadre de trusts ou de mandataire social ainsi que sur les participations dans des sociétés/entités clientes.	Apprécier si les intérêts professionnels du Candidat sont compatibles avec ceux du Cabinet.	Art. 6(1)(f): L'intérêt légitime.	Évaluer la capacité des profils seniors à occuper le poste concerné.
Information sur l'admission au Barreau et, sauf pour la France, numéro d'inscription.	Apprécier votre capacité à occuper le poste concerné.	Art. 6(1)(c): Respect d'une obligation légale.	/
Pour les profils les plus seniors (en France , pour les Associés) : informations relatives à d'éventuelles implications du Candidat dans procédures administratives, procédures collectives, procédures d'arbitrage ou devant des juridictions	Examiner vos antécédents et votre passé financiers (données partagées avec les bureaux américains et anglais)	Art. 6(1)(f): L'intérêt légitime	Nous assurer que les profils seniors pouvant être embauchés au sein du Cabinet sont qualifiés et capables d'assumer des responsabilités financières

Autres informations que nous pouvons vous demander préalablement à votre embauche			
(Tous Bureaux de l'UE, du R-U et de la Suisse)			
Catégories de données personnelles	Nous pouvons utiliser vos données pour	Notre base juridique en vertu du RGPD	Nos intérêts légitimes le cas échéant
Références fournies par des clients (uniquement pour les profils senior).	Apprécier votre capacité à occuper le poste concerné.	Art. 6(1)(f): Intérêts légitimes.	Évaluer la capacité des profils seniors à occuper le poste concerné.
Copie de votre passeport ou d'autres documents d'identité délivrés par le gouvernement.	S'assurer que vous êtes en droit de travailler dans le pays dans lequel d'exercice du poste concerné.	Art. 6(1)(c): Respect d'une obligation légale.	/

5 CONSERVATION DES DONNÉES PERSONNELLES

[Plus d'information \[6\]](#)

Le Cabinet conserve vos données personnelles pendant la durée nécessaire au regard des finalités énoncées dans la présente note d'information ou telle que requise par la loi applicable ou afin de constater, exercer ou défendre nos droits en justice ou de poursuivre nos intérêts légitimes.

6 COMMENT NOUS COMMUNIQUONS OU PARTAGEONS VOS DONNEES AU SEIN DU CABINET OU AVEC DES TIERS

6.1 *Intragroupe*

Les données personnelles pertinentes concernant les Candidats sont partagées avec le personnel autorisé du Cabinet, au sein et à l'extérieur de l'UE, de l'Espace Economique Européen (ou EEE), du R-U et de la Suisse.

Finalité des transferts	Destinataires
Faciliter les entretiens avec le personnel du Cabinet impliqué dans la décision d'embauche	Personnel autorisé du Cabinet, y compris les intervieweurs sélectionnés

Finalité des transferts	Destinataires
	selon la pertinence d'un poste particulier
Administration des politiques de recrutement et de rémunération, de façon équitable et coordonnée pour l'ensemble de nos bureaux et départements dans le monde entier	Les membres des services RH, finances et autres personnes impliquées dans la gestion du Cabinet
Obtenir l'approbation pour faire des embauches individuelles	La plateforme de gestion interne du Cabinet. Cette plateforme est hébergée par le Cabinet aux Etats-Unis.
Communication et gestion interne	Divers autres systèmes à usage multiple, tels des solutions de messagerie électronique, de management, de finance, notre plateforme d'évaluation en ligne et système de gestion des RH. Ces solutions sont hébergées par le Cabinet sur des serveurs situés au sein du R-U et aux Etats-Unis

6.2 **Les Tiers**

Nos Bureaux de l'UE, du R-U et de la Suisse communiquent également les données personnelles des Candidats à des prestataires de services de confiance dans le cadre de contrats qu'ils concluent avec eux. Ces contrats comportent des garanties appropriées pour protéger les données personnelles échangées.

Finalités des transferts	Destinataires (exemples)
Gérer le processus de recrutement	Les prestataires de services informatiques, les fournisseurs de solutions de « talent management », les systèmes d'information RH, les cabinets de vérification des antécédents et références.
Vous fournir des services ainsi que, le cas échéant, aux membres de votre famille	Les partenaires commerciaux du Cabinet, agissant en tant que responsables de traitement indépendants, par exemple des agences de recrutement, des comptables, des banques impliquées dans le traitement des remboursements de dépenses, des sociétés de

	télécommunications et téléconférences, des entreprises de déménagement, des agences de voyages, des hôtels, des compagnies aériennes, des agences de location de voitures et toutes autres entreprises impliquées dans la fourniture de services de voyages d'affaires
--	--

7 TRANSFERT INTERNATIONAL DES DONNEES PERSONNELLES

7.1 *Intragroupe*

En raison de la nature internationale de nos opérations, vos données personnelles peuvent être transférées et partagées avec les effectifs du Cabinet autorisé dans des bureaux situés en dehors de l'UE, du R-U et de la Suisse. Ces transferts sont encadrés par des accords internationaux de transfert de données incorporant des garanties contractuelles approuvées par l'organisme de réglementation compétent en matière de protection des données.

[Plus d'information \[8\]](#)

7.2 *Les Tiers*

Certains des tiers avec lesquels nous partageons vos données personnelles sont situés en dehors de l'Espace Economique Européen (EEE), de l'UE, du R-U ou de la Suisse. À moins que les destinataires soient situés dans des pays jugés adéquats par l'autorité compétente, nous nous assurerons que des mesures de protection appropriées sont en place avant d'effectuer le transfert.

[Plus d'information \[9\]](#)

8 DROITS DES PERSONNES CONCERNEES RELATIFS A LEURS DONNEES PERSONNELLES

La Règlementation Applicable sur la Protection des Données Personnelles ou des États membres applicables en matière de protection des données accordent aux personnes concernées certains droits sur leurs données sous certaines conditions, à savoir le droit de :

[Plus d'information \[10\]](#)

Droit d'Accès	Demander des informations sur les données personnelles les concernant et une copie	Plus d'information [11]
Droit à la Rectification	Demander à corriger ou mettre à jour les données	
Droit à la Portabilité	Demander la transmission des données que la personne communiqué dans certains cas	

Droit à l'Effacement	Demander l'effacement des données	Plus d'information [12]
Droit à la Limitation du traitement	Demander de limiter le traitement dans certains cas	Plus d'information [13]
Droit d'Opposition	Droit de s'opposer au traitement dans certain cas	Plus d'information [14]
Consentement	Refuser de consentir ou retirer son consentement	Plus d'information [15]

Pour nous aider à respecter notre obligation d'assurer que vos données personnelles soient exactes et à jour, veuillez nous informer par écrit de tout changement en mettant vos données personnelles à jour via la Plateforme de recrutement ou en contactant notre équipe des ressources humaines. Lorsque vous nous avez informés d'une inexactitude, ou que nous en avons eu connaissance, nous prendrons les mesures appropriées pour rectifier l'information.

Toute personne souhaitant faire valoir ses droits au titre de la Règlementation Applicable sur la Protection des Données Personnelles doit adresser sa demande à l'adresse suivante :

[Plus d'information \[16\]](#)

Par courrier: DSAR Manager
Squire Patton Boggs (UK) LLP
Room 4.65
6 Wellington Place
Leeds LS1 4AP
England

Par email: DataSubjectRequests@squirepb.com

Vous pouvez obtenir de plus amples informations et télécharger un formulaire pour exercer vos droits en utilisant ce [lien](#).

Vous avez aussi le droit d'introduire une réclamation auprès d'une autorité de contrôle compétente.

9 DEFINITIONS

Associé (<i>partner</i>)	Signifie toute personne physique autorisée par le Cabinet à utiliser le titre d'associé.
Addendum du R-U	Signifie l'Addendum sur le transfert international de données aux Clauses Contractuelles Types de l'UE publié par l'autorité du Royaume-Uni (ICO) en vertu de l'article 119A(1) de la loi sur la protection des données de 2018, tel qu'amendé cas échéant par le l'ICO du Royaume-Uni.

Addendum suisse	Signifie l'addendum suisse aux Clauses Contractuelles Types de l'UE reconnu et adopté par le Préposé fédéral à la protection des données et à la transparence (PFPDT) conformément à l'Article 16(2)(d) de la LPD, tel qu'amendé le cas échéant par le PFPDT.
Candidat	Tel que défini dans l'Introduction de la note d'information.
Catégories Particulières de données personnelles	Signifie une donnée personnelle qui révèle l'origine raciale ou ethnique, les opinions politiques, les convictions religieuses ou philosophiques ou l'appartenance syndicale, ainsi que le traitement des données génétiques, des données biométriques aux fins d'identifier une personne physique de manière unique, des données concernant la santé ou des données concernant la vie sexuelle ou l'orientation sexuelle d'une personne
Clauses Contractuelles Types de l'UE	Signifie les clauses contractuelles types approuvées par la Commission Européenne (CE) conformément à sa décision 2021/914 du 4 juin 2021, telles qu'amendées le cas échéant par la CE.
DSAR	Signifie la demande d'une personne d'exercer des droits dont elle bénéficierait au titre de la Règlementation Applicable sur la Protection des Données Personnelles applicable en tant que personne concernée.
Destinataire	Signifie toute personne physique ou morale à laquelle des données personnelles sont transmises ou divulguées.
Données Personnelles (le terme exact dans les textes est « Données à caractère personnel ») (<i>Personal Data</i>)	Signifie toute information se rapportant à une personne physique identifiée ou identifiable (ci-après dénommée « Personne concernée »); est réputée être une « personne physique identifiable » une personne physique qui peut être identifiée, directement ou indirectement, notamment par référence à un identifiant, tel qu'un nom, un numéro d'identification, des données de localisation, un identifiant en ligne, ou à un ou plusieurs éléments spécifiques propres à son identité physique, physiologique, génétique, psychique, économique, culturelle ou sociale.
Employés	Signifie les employés à temps complet ou partiel, intérimaires, stagiaires, apprentis, employés réintégrés employés retraités ou anciens employés.
LPD	Signifie la Loi fédérale sur la protection des données du 25 septembre 2020 sur la protection des données en Suisse,
Plateforme de recrutement	Signifie une plateforme de gestion des talents en ligne fournie par cvMail/Thomson Reuters
Règlementation Applicable sur la Protection des	Signifie le RGPD, le RGPD du R-U, le UK Data Protection Act 2018, Loi fédérale suisse sur la protection des données (LPD) et toute autre réglementation nationale sur la protection des données personnelles

Données Personnelles	
Responsable de traitement (<i>Controller</i>)	Signifie la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui, seul ou conjointement avec d'autres, détermine les finalités et les moyens du traitement.
RGPD	Signifie le RGPD de l'UE et/ou le RGPD du R-U, selon le cas.
RGPD de l'UE	Signifie le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement Européen et du conseil 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE).
RGPD du R-U	Signifie la loi du R-U incorporant le RGPD dans la législation du Royaume-Uni en vertu de l'article 3 de la loi de 2018 sur le retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne (European Union (Withdrawal) Act 2018).
R-U	Signifie désigne le Royaume-Uni de Grande Bretagne et de l'Irlande du Nord
Suisse	Signifie désigne la Confédération suisse.
Traitement (<i>Processing</i>)	Signifie toute opération ou tout ensemble d'opérations effectuées ou non à l'aide de procédés automatisés et appliquées à des données ou des ensembles de Données Personnelle, telles que la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la structuration, la conservation, l'adaptation ou la modification, l'extraction, la consultation, l'utilisation, la communication par transmission, la diffusion ou toute autre forme de mise à disposition, le rapprochement ou l'interconnexion, la limitation, l'effacement ou la destruction.
UE	Signifie l'Union européenne ou, si le contexte l'exige, l'Espace Economique Européen (EEE).

PLUS D'INFORMATION

[1]	<p>Nous sommes un cabinet international agissant sous une Verein suisse (association), qui comprend Squire Patton Boggs (UK) LLP, Squire Patton Boggs (US) LLP, Squire Patton Boggs (AU) et d'autres entités légales. Une description complète de la structure est disponible sur notre site Internet sous la rubrique « Mentions légales ».</p> <p>En tant que cabinet d'avocats, nous prenons très au sérieux nos responsabilités et obligations de protéger les données personnelles de nos Candidats. Nous disposons d'un solide programme de gestion de la sécurité informatique destiné à protéger les données personnelles et autres informations que nous traitons, et sommes certifiés ISO27001 s'agissant des contrôles techniques et organisationnels du Cabinet sur un large spectre de systèmes et de processus. Ces mesures font l'objet d'un suivi et sont revues et améliorées régulièrement afin de satisfaire à nos responsabilités professionnelles et répondre aux besoins de nos clients.</p>	Retour
[2]	<p>Nos Bureaux de l'UE, du R-U et de la Suisse font partie de, ou sont associés d'une façon ou d'une autre à, soit Squire Patton Boggs (UK) LLP, soit Squire Patton Boggs (US) LLP. Une liste de tous les Bureaux de l'UE, du R-U, et de la Suisse et du partnership Squire Patton Boggs auquel ils sont associés ainsi que les coordonnées sont fournies en Annexe 1.</p> <p>Nos Bureaux de l'UE, du R-U et de la Suisse agissent en tant que responsables de traitement conjoints pour certaines activités de traitement des données personnelles des Candidats, et chacun des bureaux de l'UE et du R-U est tenu de rendre cette note accessible à ses Candidats pour leurs propres bureaux ainsi que pour d'autres bureaux du Cabinet. Si nécessaire, nos Bureaux de l'UE, du R-U et de la Suisse collaboreront ensemble ainsi qu'avec les autres bureaux du Cabinet aux fins de répondre aux demandes des personnes concernées qui exerceraient les droits qui leur sont conférés par la Règlementation Applicable sur la Protection des Données Personnelles, tel que décrits ci-après en Section 8.</p>	Retour
[3]	<p>Le Cabinet a décidé de désigner un Délégué à la Protection des Données (en anglais un Data Protection Officer ("DPO")) pour l'assister dans ses efforts de mise en conformité s'agissant des traitements des données personnelles des Candidats, des clients et contacts professionnels.</p> <p>Veuillez adresser tous vos courriers ou questions d'ordre général relatives à la présente note d'information ou à conformité du Cabinet à la Règlementation Applicable sur la Protection des Données Personnelles à notre DPO. En ce qui concerne l'exercice de vos droits Règlementation Applicable sur la Protection des Données Personnelles applicable une adresse e-mail dédiée, précisée ci-après en Section 8, a été mise en place pour permettre aisément à toute personne concernée de formuler une demande à cette fin.</p>	Retour

[4]	<p>Dans la mesure du possible, nous recourons à une plateforme en ligne dédiée à la gestion des talents (« Plateforme de Recrutement ») fournie par cvMail/Thomson Reuters et utilisée par le Cabinet pour recueillir et traiter les candidatures de Candidats qui postulent à des postes ou fonctions au sein du Cabinet. Cette Plateforme de Recrutement nous permet de gérer les données personnelles des Candidats et de les partager avec les membres du personnel habilités au sein du Cabinet de façon sécurisée et conformément à nos obligations en application de la Règlementation Applicable sur la Protection des Données Personnelles. Nous utilisons la Plateforme de Recrutement principalement pour, au cas par cas, organiser, conserver et permettre le partage des données personnelles que vous nous communiquez. L'utilisation de la Plateforme de recrutement n'implique aucune prise de décision automatisée, ni aucun profilage des Candidats.</p> <p>Parfois, lorsque cela se révèle techniquement nécessaire, nous pouvons être amenés à recourir au système de courrier électronique (e-mail) pour traiter votre candidature. Cela nous aide à recueillir des informations personnelles sur les Candidats lorsque la Plateforme de Recrutement s'avère inutilisable ainsi qu'à gérer certains aspects de nos traitements, telle l'organisation des entretiens et la réception d'informations contribuant à l'évaluation.</p>	Retour
[5]	<p>La base juridique sur laquelle nous appuyons dans le cadre du processus de recrutement inclura généralement les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Lorsque le traitement est nécessaire au Cabinet dans le cadre de la discussion et de la négociation d'un futur contrat de travail, de collaboration, de stage ou d'association (« partnership ») avec vous ; • Lorsque le traitement est nécessaire à la poursuite des intérêts légitimes du Cabinet ou de ceux de nos clients, à moins que ne prévalent vos intérêts ou libertés et droits fondamentaux ; • Lorsque le traitement est nécessaire au respect d'une obligation légale à laquelle le Cabinet est soumis ; ou • Sur la base de votre consentement. 	Retour
[6]	<p>Notre politique générale consiste à conserver les dossiers des Candidats jusqu'à la fin du processus de recrutement, ainsi que pendant la durée de prescription applicable et, le cas échéant, la durée de toute procédure judiciaire. Plus précisément, vos données personnelles sont conservées de la façon suivante :</p> <p>Si vous candidatez spontanément et que votre candidature n'est pas retenue :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Vos données personnelles seront intégralement supprimées 90 jours après la fin du processus de recrutement s'agissant du poste auquel vous avez candidaté, à moins que vous nous demandiez de les 	Retour

	<p>conserver pour une durée supérieure dans le cas où une offre d'emploi future pourrait correspondre à votre profil.</p> <p>Si vous candidatez par l'intermédiaire d'une agence de recrutement et que votre candidature n'est pas retenue :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Vos données personnelles seront supprimées 90 jours après la fin du processus de recrutement s'agissant du poste auquel vous avez candidaté, excepté votre nom, adresse e-mail et le nom de l'agence de recrutement qui seront conservées pendant 12 mois. Cela nous permet de respecter nos obligations contractuelles à l'égard desdites agences de recrutement qui nous adressent vos candidatures. <p>Nous supprimons toute prise de contact et présentation introductive que nous aurions pu vous adresser via les réseaux sociaux, tel LinkedIn, dans le délai d'un mois suivant la fin de cette conversation via ces sites.</p>	
[7]	<p>En fonction du Candidat et du poste auquel il postule, les données personnelles peuvent, selon les cas, être partagées à l'échelle mondiale, en ce compris avec les membres du Global Board (comité du Cabinet au niveau international), Lawyer Personnel Committee (le comité pour les avocats), le Practice Group Leader (Associé responsable du Département) du département en question, le Office Managing Partner (Associé gérant du bureau) en question, le Industry Group Leader (le responsable du groupe sectoriel) en question.</p>	Retour
[8]	<p>L'accord de transfert de données intragroupe du Cabinet intègre les Clauses Contractuelles Types de l'UE, l'Addendum du R-U et l'Addendum suisse. Vous pouvez demander une copie des CCT de l'UE, de l'Addendum R-U ou de l'Addendum suisse en contactant le DPD comme indiqué à la Section 2 ci-dessus.</p>	Retour
[9]	<p>Lors du transfert de données personnelles à des tiers dans des pays qui ne disposent pas d'une désignation d'adéquation de la part de l'autorité de la protection des données concerné, nous mettons généralement en place des accords de transfert de données basés sur les CCT de l'UE, l'Addendum du R-U ou l'Addendum suisse, selon le cas, ou nous nous appuyons sur d'autres mécanismes de transfert de données disponibles (par exemple, des règles d'entreprise contraignantes dites « BCR », des certifications ou des codes de conduite approuvés) pour protéger les données personnelles qui sont transférées à des destinataires situés en dehors de l'UE, du R-U et de la Suisse. Dans des cas exceptionnels, nous pouvons nous fonder sur certaines dérogations réglementaires en matière de transferts internationaux de données. Vous pouvez demander une copie des Clauses Contractuelles Types de l'UE ou toute autre document relatif aux transferts internationaux en contactant le DPO comme indiqué dans la section 2 ci-dessus.</p>	Retour

[10]	<p>Ces droits ne sont pas absolus et sont soumis à diverses conditions en vertu de Règlementation Applicable sur la Protection des Données Personnelles.</p> <p>Dans certains cas, l'exercice de ces droits (par exemple, effacement, opposition, limitation du traitement ou encore rétention ou retrait du consentement) peut nous empêcher de réaliser les finalités décrites à la Section 4 de la présente note d'information en rapport avec votre futur emploi, collaboration, association ou stage au sein du Cabinet.</p>	Retour
[11]	<p>Le droit d'accès ne s'applique pas lorsque nous sommes soumis au secret professionnel ou si l'octroi de l'accès porterait atteinte aux droits et libertés d'une autre personne.</p>	Retour
[12]	<p>Le droit à l'effacement s'applique dans certains cas et uniquement dans la mesure où cela ne constitue pas une violation d'une obligation légale à laquelle nous sommes soumis.</p>	Retour
[13]	<p>Le droit de limitation ou d'opposition s'applique dans certains cas, et uniquement dans la mesure où cela ne constitue pas une violation d'une obligation légale à laquelle nous sommes soumis.</p>	Retour
[14]	<p>Le droit d'opposition peut être exercé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Sur la base de motifs liés à la situation particulière de l'individu, lorsque le traitement est basé sur l'intérêt légitime de Squire Patton Boggs ou de nos clients ; ou • Lorsque les données personnelles sont traitées à des fins de marketing direct. 	Retour
[15]	<p>Lorsque le consentement est la base du traitement de leurs données personnelles, les personnes concernées peuvent refuser de donner leur consentement ou le retirer à tout moment.</p>	Retour
[16]	<p>La réponse de Squire Patton Boggs aux demandes des personnes concernées relatives à l'exercice de leurs droits en vertu de la Règlementation Applicable sur la Protection des Données Personnelles (en anglais, « data subject action requests » ou « DSAR ») est supervisée par une équipe interne composée du DSAR Manager, de l'Office of General Counsel, du DPO et d'autres professionnels.</p>	Retour

ANNEXE 1

Bureaux et entités de Squire Patton Boggs dans l'Union Européenne et au Royaume-Uni (UK)

Squire Patton Boggs (UK) LLP

60 London Wall
Londres EC2M 5TA
Angleterre

Bureaux de Squire Patton Boggs (UK) LLP	
Squire Patton Boggs (UK) LLP Strawinskylaan 357 1077 XX Amsterdam Pays-Bas	Squire Patton Boggs (UK) LLP Avenue Louise 523 1050 Bruxelles Belgique
Squire Patton Boggs (UK) LLP Rutland House 148 Edmund Street Birmingham B3 2JR Angleterre	Squire Patton Boggs (UK) LLP 6 Wellington Place Leeds LS1 4AP Angleterre
Squire Patton Boggs (UK) LLP Plaza Marques de Salamanca 3-4, 7th Floor 28006 Madrid Espagne	Squire Patton Boggs (UK) LLP No. 1 Spinningfields 1 Hardman Square Manchester M3 3EB Angleterre
Squire Patton Boggs (UK) LLP Piazza San Fedele n. 2 4th Floor 20121 - Milán Italie +39 02 72 74 2001	

Squire Patton Boggs (US) LLP

60 London Wall
Londres EC2M 5TQ
Angleterre

Bureaux de Squire Patton Boggs (US) LLP	
Squire Patton Boggs (US) LLP Rechtsanwälte, Steuerberater und Attorneys-at-Law Unter den Linden 14 10117 Berlin Allemagne	Squire Patton Boggs (US) LLP Rechtsanwälte, Steuerberater und Attorneys- at-Law Herrenberger Straße 12 71032 Böblingen Allemagne

Bureaux de Squire Patton Boggs (US) LLP	
Squire Patton Boggs (US) LLP Avenue Louise 523 1050 Bruxelles Belgique	Squire Patton Boggs (US) LLP Rechtsanwälte, Steuerberater und Attorneys-at-Law Eurotheum, Neue Mainzer Straße 66-68 60311 Francfort-sur-le-Main Allemagne
Squire Patton Boggs (US) LLP, Cleveland, Geneva Rue du Rhône 67 1207 Genève Suisse	

Autres entités légales	
Advokátska kancelária Squire Patton Boggs s.r.o. Zochova 5 811 03 Bratislava Slovaquie	Squire Patton Boggs s.r.o., advokátní kancelář Václavské náměstí 813/57 110 00 Prague 1 République tchèque
Hausmann Associés SELARL trading under the name Squire Patton Boggs 7, rue du Général Foy 75008 Paris France	Squire Patton Boggs Krześniak sp.k. Warsaw Financial Center Emilii Plater 53 00-113 Varsovie Pologne
Squire Patton Boggs Park Lane Limited Rutland House 148 Edmund Street Birmingham B3 2JR Angleterre	Squire Patton Boggs Ireland Suite 39.4 Ella House 39 – 40 Merrion Square East Dublin 2 D02 NP96 Irlande